Le Conseil,

Vu le rapport du 6 mars 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération n° 90-1510 du 19 novembre 1990, le conseil de communauté a pris en considération le projet du tronçon nord du périphérique de Lyon et a approuvé le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de cette opération, laquelle est intervenue par décret pris le 22 juillet 1992 par le Premier Ministre après avis du conseil d'Etat.

Il apparaît aujourd'hui que, d'une part, l'intégralité des travaux prévus dans le cadre de cette déclaration d'utilité publique n'a pas été réalisée et que, d'autre part, il reste encore à acquérir certains terrains et volumes de tréfonds appartenant notamment à des collectivités publiques.

En conséquence, les effets du décret d'utilité publique expirant le 22 juillet 1997, il est impératif de demander à monsieur le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, la prorogation dudit décret pour une période de cinq ans, conformément à l'article L 11-5 -II- du code de l'expropriation ;

B - Propose d'approuver le dossier établi à cet effet et de l'autoriser à solliciter cette prorogation auprès de monsieur le ministre ;

Vu ledit dossier ;

Vu la délibération du précédent conseil en date du 19 novembre 1990 ;

Vu le décret de monsieur le Premier Ministre le 22 juillet 1992 ;

Vu l'article L 11-5-II du code de l'expropriation ;

Oùï l'avis de ses commissions déplacements et voirie et urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

Approuve le dossier établi à cet effet et autorise monsieur le président à solliciter cette prorogation auprès de monsieur le ministre.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,